



Direction Générale
CEA Grenoble
Service des Marchés et Achats

REGLEMENT DE CONSULTATION

n° B24-03188

Réalisation des opérations de transports internationaux multimodaux de marchandises pour le compte des unités du CEA/Grenoble, de l'INES et de ses sites rattachés.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET ET STRUCTURATION DE L'ACCORD-CADRE	3
1.1 - OBJET	3
1.2 - ALLOTISSEMENT	3
1.3 - ACCORD-CADRE A TRANCHES	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES A LA CONSULTATION	3
ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
3.1 - PROCEDURE	4
3.1.1 - Généralités	4
3.1.2 - Dispositif contractuel	4
3.1.3 - Groupement momentané d'entreprises	5
3.1.4 - Variantes	5
3.2 - QUESTIONS DES SOUSMISSIONNAIRES	5
3.3 - CONDITIONS DE PRIX	6
3.4 - SOUS-TRAITANCE	6
3.5 - CONFIDENTIALITE	6
3.6 - VALIDITE DES OFFRES	6
3.7 - UTILISATION DE LA PLATEFORME DE DEMATERIALISATION DU CEA (PLACE)	6
ARTICLE 4 - PRESENTATION DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE	6
4.1 - DOSSIER « CANDIDATURE » :	6
4.2 - DOSSIER « OFFRE » :	8
4.2.1 - Offre administrative :	8
4.2.2 - Offre technique :	8
4.2.3 - Offre commerciale :	9
ARTICLE 5 - REMISE DES OFFRES ET DES CANDIDATURES	9
5.1 - DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	9
5.2 - FORME DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	9
ARTICLE 6 - VERIFICATION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES.....	10
6.1 - VERIFICATION DES CANDIDATURES	10
6.2 - CRITERES DE SELECTION DES OFFRES	10
ARTICLE 7 - DOCUMENTS RELATIFS AU RESPECT DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE A FOURNIR PAR L'ATTRIBUTAIRE DE L'ACCORD-CADRE.....	10
ARTICLE 8 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	11
8.1 - INTERLOCUTEURS TECHNIQUES.....	11
8.2 - INTERLOCUTEUR COMMERCIAL	11
ARTICLE 9 - SUIVI DES FOURNISSEURS.....	11

ARTICLE 1 - OBJET ET STRUCTURATION DE L'ACCORD-CADRE

1.1 - Objet

Le présent règlement de consultation a pour objet de définir les conditions de la consultation relative à la réalisation d'opérations de transports internationaux, multimodaux pour le compte des unités du CEA/Grenoble, de l'INES au Bourget du Lac et de ses sites rattachés.

Les soumissionnaires retenus à l'issue de la procédure pour les prestations définies dans le présent règlement, seront titulaires d'un accord cadre qui sera attribué au maximum à quatre sociétés.

1.2 - Allotissement

L'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes et ne peut donc pas faire l'objet d'un allotissement conformément à l'article L2113-10 du code de la commande publique.

1.3 - Accord-cadre à tranches

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de deux (2) ans à compter du 1^{er} mars 2025, soit jusqu'au 28 février 2027.

Il comprend les tranches optionnelles suivantes :

- Tranche optionnelle n°1 : prolongation des Prestations pour une durée d'un (1) an, soit du 1^{er} mars 2027 jusqu'au 29 février 2028.
- Tranche optionnelle n°2 : prolongation des Prestations pour une durée d'un (1) an, soit du 1^{er} mars 2028 jusqu'au 28 février 2029.

Le CEA affermit la(es) tranche(s) optionnelle(s), si besoin, par lettre recommandée avec demande d'accusé réception dans un délai d'au moins un (1) mois avant le terme de l'accord-cadre.

Le non-affermisssement de la (ou des) tranche(s) optionnelle(s) ne donne lieu à aucune indemnité au profit du Titulaire.

1.4 - Volumétrie

Le montant total maximum pouvant être dépensé sur l'ensemble des accords-cadres en multi-attribution est plafonné à **2 900 000,00€HT** (deux millions neuf cent mille Euros Hors Taxes) pour toute sa durée soit quatre (4) ans. Le CEA ne s'engage sur aucun montant minimum total à commander. Les futurs Titulaires ne peuvent prétendre à aucune indemnisation à ce titre.

Afin d'aider les soumissionnaires à formuler au mieux leur offre et à titre indicatif, l'historique du nombre de transports est précisé dans le cahier des charges.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES A LA CONSULTATION

La présente procédure est régie, par ordre de priorité décroissant, par les documents suivants :

- les prescriptions de Sécurité et leurs annexes (référentiels correspondants) ;
- les dispositions particulières fixées dans le présent règlement de consultation ;
- les prescriptions techniques et leurs annexes (cahier des charges référencé « DG-CEAGRE-DPRSG-SMA-CST-24-06-001311 » en date du 14 octobre 2024, plans, etc.) ;
- le projet d'accord-cadre référencé B24-03188 ;
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés), indice A et le règlement intérieur ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA (édition de janvier 2022) ;
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc.).

Le candidat reconnaît expressément avoir pris connaissance de ces documents et les avoir acceptés.

Les conditions générales de vente du soumissionnaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables au CEA quelle qu'en soit la forme.

Les Conditions Générales d'Achat du CEA (édition de janvier 2022) peuvent être adressées aux soumissionnaires sur simple demande.

Les annexes suivantes font partie intégrante du présent règlement de consultation :

- Annexe n°1 : Dématérialisation de la procédure
- Annexe n°2 : Règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés)
- Annexe n°3 : Cas types
- Annexe n°4 : Cadre de réponse de l'impact environnemental

ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 - Procédure

3.1.1 - Généralités

La procédure retenue est une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert conformément aux articles L2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

La participation des candidats à la présente consultation emporte leur pleine acceptation sur cette procédure.

Les candidats n'auront droit à aucune indemnité pour les études et frais divers qu'elles auront engagées pour la préparation de l'offre.

Sans que sa responsabilité ne puisse être engagée, le CEA se réserve la possibilité :

- de déclarer infructueuse la consultation s'il n'a obtenu aucune offre ou uniquement des offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées au sens des articles L2152-2 à L2152-4 du Code de la commande publique,
- de ne pas donner suite à la consultation,
- de ne pas donner suite au projet après le dépouillement des offres dont il garantit le caractère confidentiel en toute hypothèse.

Le CEA se réserve le droit d'apporter, au plus tard six (6) jours avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les soumissionnaires doivent alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié, sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de remise des offres était reportée, la disposition précédente serait applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les conditions d'exécution de l'accord-cadre CEA et les différentes dispositions applicables font l'objet d'un projet d'accord-cadre joint au dossier de consultation. Ledit projet, dont les dispositions financières seront à préciser, correspond au document qui sera proposé à la signature de l'entreprise retenue, sous réserve de modifications mineures de mise au point de l'accord-cadre.

3.1.2 - Dispositif contractuel

A l'issue de la procédure de consultation, le CEA envisage de retenir au maximum quatre sociétés qui seront chacune titulaire d'un accord-cadre relatif à la réalisation d'opérations de transports internationaux d'équipements et ou colis.

Pour chaque Demande de Transport (DT) à réaliser, le CEA mettra en concurrence les titulaires en leur adressant une demande de devis par email.

Cette demande indiquera le délai dans lequel les soumissionnaires devront remettre leur offre.

Dans le cadre de leur proposition financière, les titulaires seront tenus de respecter les conditions tarifaires indiqués dans leur accord-cadre.

A réception des offres, les propositions conformes au besoin spécifique du CEA seront jugées d'après les critères de sélection suivants, cités par ordre décroissant de priorité :

- le montant des prestations,
- les conditions de transport : il sera demandé aux titulaires de décrire et de chiffrer toute la chaîne logistique (depuis l'emballage éventuel jusqu'à la livraison), ainsi que de préciser les coordonnées des opérateurs (en nom propre, agent, sous-traitant). Les titulaires devront également donner le bilan carbone.

La pondération associée à chacun de ces critères sera précisée par le CEA à chaque demande de devis.

L'offre retenue fera l'objet d'une Demande de Transport valant marché subséquent établi par le CEA et faisant référence au numéro d'accord-cadre. Le prestataire ne pourra procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la Demande de Transport signée par la personne habilitée du CEA.

Le CEA ne s'engage sur aucun nombre de prestations à réaliser au titre des accords-cadres, les Titulaires ne pourront donc pas prétendre à une indemnisation à ce titre.

3.1.3 - Groupement momentané d'entreprises

En cas de groupement momentané d'entreprises, celui-ci peut être solidaire ou conjoint. Si le groupement est conjoint, le mandataire doit être solidaire de ses cotraitants.

Il est interdit de cumuler les candidatures :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements,
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

3.1.4 - Variantes

Les soumissionnaires sont tenus de remettre impérativement une offre conforme au Dossier de Consultation des Entreprises (offre de base).

Le CEA n'autorise pas la présentation de variantes en sus de l'offre de base.

3.2 - Questions des soumissionnaires

Les questions éventuelles des soumissionnaires doivent être communiquées par écrit et transmises **via la plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA (PLACE)** au plus tard 8 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.

La plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA est accessible sur l'URL suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les dispositions à suivre sont indiquées dans l'annexe n°1 du présent règlement de consultation.

Une réponse écrite de la part du CEA sera fournie à tous les soumissionnaires.

3.3 - Conditions de prix

Les prix proposés seront établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre et suivant les dispositions contenues dans le projet d'accord-cadre joint au présent dossier de consultation.

Les prix incluent toutes les sujétions définies dans les documents cités à l'article 2 du présent règlement de consultation.

3.4 - Sous-traitance

Les soumissionnaires sont informés de ce que l'activité qu'ils confieraient à un sous-traitant, après accord exprès, préalable et écrit du CEA, ne pourra pas être sous-traitée par le sous-traitant, sauf dérogation exceptionnelle accordée par le CEA.

Si le soumissionnaire envisage de sous-traiter une partie de la prestation, il devra faire connaître, lors de sa soumission, l'identité, l'adresse de son (ses) sous-traitant(s) et la nature des parties sous-traitées. Les sous-traitants pourront également être déclarés en cours d'exécution de l'accord-cadre. Le recours à la sous-traitance sera effectué dans le cadre de la loi 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée.

Le CEA se réserve le droit de demander la communication du (des) contrat(s) de sous-traitance ou (et) de ne pas accepter un (des) sous-traitant(s) proposé(s).

Le soumissionnaire présentera obligatoirement le(s) sous-traitant(s) à l'acceptation du CEA en remettant le formulaire de demande d'acceptation de sous-traitant annexé au projet d'accord-cadre.

3.5 - Confidentialité

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Les sociétés consultées ne doivent pas utiliser ou transmettre des informations issues de la présente consultation à des tiers dans un but autre que celui de répondre à la présente consultation.

Le soumissionnaire s'engage à ne jamais communiquer ou publier en France ou à l'étranger, sans l'autorisation préalable et écrite du CEA, les résultats des études auxquelles auront pris part ses salariés, ainsi que les renseignements de toute nature dont ils auront eu connaissance à l'occasion de la présente consultation et notamment les informations relatives aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Le soumissionnaire doit préciser quelles sont les informations confidentielles contenues dans son offre. Il précise l'usage qui peut en être fait, la durée de l'obligation de confidentialité, les personnes tenues au secret et les personnes auxquelles l'information ne doit pas être transmise.

3.6 - Validité des offres

Les offres demeurent valables pendant une durée de six mois à compter de leur date limite de remise.

3.7 - Utilisation de la plateforme de dématérialisation du CEA (PLACE)

Les modalités d'utilisation de la plateforme de dématérialisation figurent à l'annexe n°1 du présent règlement de consultation.

ARTICLE 4 - PRESENTATION DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE

4.1 - Dossier « Candidature » :

Le dossier de candidature doit être composé impérativement des éléments mentionnés dans l'Avis d'Appel Public à Concurrence publié au Journal Officiel de l'Union européenne et précisés comme suit :

- le formulaire DC1 (Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants) ou une lettre de candidature signée par une personne habilitée à engager

le candidat ou habilitant le mandataire d'un groupement à représenter le groupement accompagnée d'une attestation sur l'honneur contenant l'ensemble des informations demandées à la page 3 de ce formulaire.

- le formulaire DC2 (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement) (ou équivalent).

Ces formulaires sont disponibles sur le site Internet suivant :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

ou un document unique de marché européen (DUME) disponible sur

<https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>

- lorsqu'il appartient à un groupe, une attestation certifiant de son autonomie commerciale et de sa situation de concurrence vis à vis des autres entreprises du groupe.

Capacité économique et financière :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;
- Bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen.

Capacité technique et professionnelle :

- Un justificatif du Le statut d'Opérateur Economique Agrée (OEA) ;
- Une liste des principales prestations effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Ces attestations précisent également si elles ont été effectuées selon les règles de l'art et menées régulièrement à bonne fin ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- Une description du parc véhicule, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;
- Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. Dans ce cas, l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.

En cas de groupement momentané d'entreprises, tous les membres doivent fournir les éléments demandés ci-dessus.

Sous-traitance :

Si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes documents concernant ce sous-traitant. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce sous-traitant pour l'exécution de l'accord-cadre, le candidat produit un engagement écrit de ce sous-traitant.

4.2 - Dossier « Offre » :

Le dossier de l'offre doit être composé impérativement des éléments suivants :

4.2.1 - Offre administrative :

- Les attestations d'assurance civile et professionnelle en cours de validité.
- Le projet d'accord-cadre et le cahier des charges à titre de documents contractuels, dûment paraphés et signés attestant de l'acceptation de leurs termes par le soumissionnaire.
- Pour chacun des sous-traitants envisagés, le soumissionnaire doit indiquer dans son offre le montant et la nature des prestations qu'il envisage de sous-traiter.

Documents à produire ultérieurement (au plus tard au stade de l'attribution de l'accord-cadre) :

- Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou documents équivalents en cas de candidat étrangers, datant de moins de six mois.

4.2.2 - Offre technique :

Le mémoire technique présente les propositions et solutions techniques apportées par le candidat. Les éléments nommément décrits ci-dessous doivent figurer dans le mémoire technique. Le candidat demeure libre d'y intégrer tout élément supplémentaire qu'il estime nécessaire à la bonne compréhension de son offre. Il veille à soigner la rédaction et la présentation des documents qu'il transmet.

L'offre technique devra a minima présenter les points suivants :

- La description des moyens techniques et humains spécifiquement dédiés à la réalisation des prestations objet de l'accord (moyens de transport, installations logistiques, ressources humaines, etc. ...) ;

Le soumissionnaire s'attache notamment à décrire :

- *le fonctionnement de l'équipe envisagée, dédiée à la réalisation des prestations. Il précise notamment le lieu d'implantation de cette équipe, sa place au sein de la société, son effectif et l'expérience du personnel qui la compose, son régime de disponibilité en heures ouvrables et non ouvrables, les moyens de communication dont elle dispose pour ses relations avec le CEA. Il précise la répartition des tâches entre les différents agents qui la composent ;*
- *les solutions d'entreposage temporaire des biens transportés pour une période allant de plusieurs jours à un an, précisant notamment les moyens de sécurité de la zone d'entreposage ;*

- Moyens mis en œuvre pour assurer le suivi sécurité et qualité des prestations

Le soumissionnaire présente son dispositif de suivi des prestations (réunions, indicateurs, réponses au client, gestion des écarts).

Le candidat décrit de façon détaillée :

- *la manière dont il sélectionne les prestataires auxquels il est susceptible de confier le fret du CEA dans le cadre de son activité de commissionnaire de transport ;*
- *sa politique en matière de recrutement et de formation du personnel affecté à la conduite des véhicules de transport, et la manière dont il s'assure de la qualité du personnel de ses partenaires ou sous-traitants ;*
- *les mesures prises pour optimiser la sécurisation et éviter tout incident lors de la collecte et du transport des colis ;*

- la procédure et les consignes mises en place avec ses prestataires pour signaler tout incident lors de la collecte et du transport des colis ;
 - les moyens qu'il met en œuvre pour répondre à toute demande de localisation du transport en cours pour le CEA auprès de son équipe dédiée, à l'instant de la demande et durant toute la durée de réalisation de la prestation ;
 - les moyens de communication dont disposent les équipages des véhicules transportant le fret du CEA ;
 - les moyens mis en œuvre contribuant à la sûreté du fret ;
- La performance environnementale des prestations réalisées
Le cadre de réponse de l'impact environnemental (annexe n°4 du présent règlement de consultation) dûment complété et signé.

4.2.3 - Offre commerciale :

Une offre commerciale établie avec des prix fermes et forfaitaires détaillant :

- Les différents prix unitaires tels que détaillés à l'annexe n°2 du projet d'accord-cadre,
- Le chiffrage des 5 cas-types de transport d'équipements tels que présentés en annexe n°3 du présent règlement de consultation.

ARTICLE 5 - REMISE DES OFFRES ET DES CANDIDATURES

5.1 - Date limite de remise des candidatures et des offres

Les dossiers des soumissionnaires, comportant **leur candidature et leur offre**, doivent être remis au plus tard le **26 novembre 2024 avant 16 heures** (délai de rigueur).

Tout dossier reçu après cette date sera écarté d'office.

5.2 - Forme de remise des candidatures et des offres

Les soumissionnaires transmettent leur offre via la plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA (PLACE) accessible sur l'URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les dispositions à suivre sont indiquées dans l'annexe n°1 du présent règlement de consultation.

Il est demandé de respecter les formalismes de présentation des fichiers d'offres et de candidature indiqués aux paragraphes 3.1 et 3.2 de cette annexe 1.

Il est précisé qu'en cas de remise d'une offre via la plateforme de dématérialisation des appels d'offres du CEA, l'offre (au format .ZIP) ne doit pas dépasser 200 Mo après la compression ZIP.

Copie de sauvegarde

Le soumissionnaire peut envoyer parallèlement une copie de sauvegarde des documents qui ont fait l'objet de la transmission électronique soit sur support papier, soit sur support physique électronique.

La copie de sauvegarde devra être remise dans un pli scellé comportant la mention lisible : « Copie de sauvegarde ».

Elle doit être envoyée dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres à l'adresse suivante :

CEA Grenoble
 Service des Marché et Achats
 17, Avenue des Martyrs
 38054 GRENOBLE Cedex 09
 A l'attention de M. Cédric BAZIN – Pièce 402i

La copie de sauvegarde sera ouverte :

- lorsqu'est détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures et les offres transmises par voie dématérialisée.
- lorsque les candidatures et les offres transmises par voie dématérialisée ne sont pas parvenues dans les délais impartis de remise ou bien n'ont pas pu être ouvertes par le CEA (à la condition que la copie de sauvegarde soit arrivée dans les délais de remise).

ARTICLE 6 - VERIFICATION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

6.1 - Vérification des candidatures

Le CEA vérifiera que les candidats satisfont aux conditions de participation indiquées dans l'Avis d'appel à concurrence objet de la présente procédure, référencé **AOO-B24-03188-CB** et rappelées ci-avant.

6.2 - Critères de sélection des offres

L'offre du soumissionnaire sera analysée conformément aux critères de sélection pondérés suivants :

- Montant estimatif des prestations, calculé d'après la somme des scénarios « cas type » (annexe n°3 du règlement de consultation) et les conditions tarifaires remises par les soumissionnaires (annexe n°2 du projet d'accord-cadre) : **50%**
- Moyens mis en œuvre pour la qualité et la sécurité des transports (au regard du mémoire technique et de la réponse technique aux cas types) : **25%**
- Organisation proposée dont les moyens humains et matériels pour réaliser les prestations : **15%**
- Performance environnementale et impact environnemental des prestations de transport au regard de l'annexe n°4 : **10%**

A cet effet, le soumissionnaire veillera à bien préciser et/ou développer dans son offre les points concernant ces critères.

Nota : Il est précisé qu'il n'y aura pas de négociation technique et financière après remise des offres au titre de la présente consultation.

Le CEA se réserve la possibilité de recevoir les soumissionnaires pour obtenir des explications complémentaires sur leur offre.

ARTICLE 7 - DOCUMENTS RELATIFS AU RESPECT DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE A FOURNIR PAR L'ATTRIBUTAIRE DE L'ACCORD-CADRE

Conformément aux articles R2143-6, R2143-7 et 2143-8 du Code de la commande publique, l'entreprise retenue par le CEA ne pourra devenir Titulaire du marché qu'à la condition de transmettre avant sa signature et dans le délai fixé par le CEA :

- les pièces prévues aux articles D.8222-5 (cocontractant établi en France) ou D.8222-7 et D.8222-8 (cocontractant établi à l'étranger) du Code du travail, qui sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (Arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

Dans le cas où l'entreprise retenue ne produirait pas ces documents dans le délai imparti, son offre sera rejetée sans autre formalité.

ARTICLE 8 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour toute(s) précision(s) et/ou renseignement(s) complémentaire(s), le soumissionnaire est prié d'utiliser **la plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA (PLACE)**.

La plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA est accessible sur l'URL suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les dispositions à suivre sont indiquées dans l'annexe n°1 du présent règlement de consultation.

La présente consultation est suivie par les interlocuteurs techniques et commerciaux suivants :

8.1 - Interlocuteurs techniques

- M. Christophe CHAINE - Service des Marchés et Achats
Tél. : 04.38.78.35.33 / 06.71.91.38.99
Emails : transport.grenoble@cea.fr

- M. Aymeric PAYET - Service des Marchés et Achats
Tél. : 04.38.78.05.38 / 07.88.22.96.53
Email : transport.grenoble@cea.fr

8.2 - Interlocuteur commercial

- M. Cédric BAZIN - Service des Marchés et Achats
Tél. : 04.38.78.34.50 / 07.88.43.36.94
Email : transport.grenoble@cea.fr

ARTICLE 9 - SUIVI DES FOURNISSEURS

Pour assurer le suivi de ses fournisseurs, le CEA dispose d'un outil d'évaluation relative à l'exécution de ses marchés. Dans ce cadre, le CEA peut être amené à réaliser des audits et/ou à demander des plans d'actions correctives à ses fournisseurs.

oooOooo